

AGENCE DES AIRES MARINES PROTEGEES

Conseil d'administration du 31 mars 2015

Point 6

Délibération n°2015-08 portant approbation du budget rectificatif 2015 n°1

Le quorum étant atteint ;

Le Conseil d'administration ;

Vu le Code de l'environnement ;

Délibère :

Article 1 : Le conseil d'administration se prononce sur le budget rectificatif 2015 n°1 selon la disposition suivante :

Approbation

Approbation avec les modifications suivantes :

Rejet aux motifs suivants :

Article 2 :

Le directeur de l'agence des aires marines protégées est chargé de l'application de la présente délibération qui fera l'objet des mesures de publicité prévues par l'article R. 334-15 du code de l'environnement et notamment de la publication au recueil des actes administratifs de l'agence.

Le Président du Conseil d'administration

Paul GIACOBBI

Le Directeur

Olivier LAROUSSINIE

Le Commissaire du gouvernement

Christian BARTHOD

Personne à contacter :	Maëlenn Le Diagon maelenn.lediagon@aires-marines.fr
Date :	6 mars 2015
Objet :	Conseil d'administration du 31 mars 2015 Point n°6 Approbation du budget rectificatif n°1

Le budget rectificatif 2015 n°1 qui vous est proposé vise à reporter des crédits d'investissement 2014 non consommés, pour un montant de 341 766€, et à inscrire en fonctionnement les amortissements correspondants pour 51 265 €. Le montant de la subvention pour charges de service public 2015, notifié fin janvier 2015, est corrigé de 18 115€. Ces modifications conduisent à présenter un budget en déficit de 33 150€.

La circulaire relative au cadre budgétaire et comptable des organismes publics et des opérateurs de l'Etat pour 2015 prévoit la possibilité de « *reporter des crédits ouverts sur un exercice N mais non consommés. Les crédits reportés viennent augmenter le plafond de dépenses des enveloppes concernées de l'exercice N+1. Ils ne peuvent être autorisés que par l'organe délibérant* », et uniquement dans le cadre d'un budget rectificatif.

En matière d'investissement, « *les crédits non consommés de l'enveloppe d'investissement peuvent être reportés dès lors que l'opération d'investissement a fait l'objet d'un engagement ferme (notification d'un marché par exemple)* ».

Le montant de 341 766 € qu'il vous est proposé de reporter correspond aux engagements juridiques suivants, qui n'ont pas été payés en 2014, en l'absence de service fait ou de facturation :

Montant	Objet
Moyens nautiques	
116 000 €	deux bateaux aluminium Iroise
47 273 €	Zodiac Iroise
11 967 €	Scubaland Iroise
55 451 €	bateau Mayotte
45 673 €	moteurs bateau Brigade nature
Matériel scientifique	
13 220 €	sondes 11DIAGAU
3 000 €	Agoa
14 352 €	NKE instruments Iroise
Matériel informatique et divers	
3 780 €	divers STR
3 419 €	divers LOG
27 631 €	matériel informatique (Scriba, Telindus, Music&Son)
341 766 €	

L'impact sur les amortissements est de 51 265€.

Ces reports sont financés par une reprise sur le fonds de roulement de 341 766 €, portant le prélèvement à 878 924 €. Les chiffres relatifs au fond de roulement présentés dans les tableaux en annexe sont basés sur le niveau constaté au 31/12/14 au compte financier, soit 4 682 261 €, ce qui représente 2.5 mois de dépenses de fonctionnement (rapporté au budget 2014).

Emplois

	PLAFOND ORGANISME					
	EMPLOIS SOUS PLAFOND AUTORISÉS PAR LA LFI			EMPLOIS HORS PLAFOND DE LA LFI		
	ETP	ETPT	masse salariale	ETP	ETPT	masse salariale
PAR L'ORGANISME (1 + 2 + 3)	145,3	157	9 900 867	47,6	44,2	1 452 416
	49,1	48,6	3 356 255	0	0	0
crédits inscrits au budget de l'organisme et <u>actes de gestion</u> , dans l'organisme)	0	0	0	0	0	0
proprie)	49,1	48,6	3 356 255	0	0	0
isme :	49,1	48,6	3 356 255	0	0	0
sur emploi dans un corps organisme (emplois et crédits inscrits	0	0	0	0	0	0
e (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	49,1	48,6	3 356 255	0	0	0
tre <i>personne morale</i> :	0	0	0	0	0	0
sur le budget de l'organisme - MAD sortantes non remboursées	0	0	0	0	0	0
sur le budget de l'organisme- MAD sortantes remboursées	0	0	0	0	0	0
	96,2	108,4	6 544 612	21	22	986 275
c	96,2	108,4	6 544 612	21	22	986 275
isme :	96,2	108,4	6 544 612	21	22	986 275
:	0	0	0	0	0	0
:	0	0	0	0	0	0
:	0	0	0	0	0	0
:	75,2	87,4	4 412 137	21	22	986 275
:	8	8	470 304	0	0	0
:	67,2	79,4	3 941 832	21	22	986 275
sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le	21	21	2 132 475	0	0	0
tre <i>personne morale</i> :	0	0	0	0	0	0
sur le budget de l'organisme - MAD non remboursées	0	0	0	0	0	0
sur le budget de l'organisme - MAD remboursées	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0
isme :	0	0	0	0	0	0
:	0	0	0	0	0	0
tre <i>personne morale</i>	0	0	0	0	0	0
sur le budget de l'organisme - MAD non remboursées	0	0	0	0	0	0
sur le budget de l'organisme - MAD remboursées	0	0	0	0	0	0
				26,6	22,2	466 141
D'AUTRES PERSONNES MORALES (4 + 5)						
S PAR L'ETAT						
à disposition de l'organisme et non remboursés à l'État (au budget de l'Etat)						
à disposition de l'organisme et remboursés à l'État (au budget de l'Etat)						
à disposition de l'organisme et non remboursés à l'État (au budget de l'Etat)						
à disposition de l'organisme et remboursés à l'État (au budget de l'Etat)						
S PAR D'AUTRES COLLECTIVITES OU ORGANISMES						
de l'organisme et non remboursés ne employeur						
de l'organisme et remboursés ne employeur						

TOTAL DES EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME		
ETP	ETPT	masse salariale
192,9	201,2	11 800 000
49,1	48,6	3 356 255
0	0	0
49,1	48,6	3 356 255
49,1	48,6	3 356 255
0	0	0
49,1	48,6	3 356 255
117,2	130,4	7 977 604
117,2	130,4	7 530 887
117,2	130,4	7 530 887
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
96,2	109,4	5 398 412
8	8	470 304
88,2	101,4	4 928 108
21	21	2 132 475
0	0	446 717
0	0	446 717
0	0	0
		446 717
26,6	22,2	466 141
12,5	12,5	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
12,5	12,5	0
12,5	12,5	0

Emplois hors statut en CDD* comprend les contractuels et les agents titulaires des fonctions publiques
 * contrat de détachement
 * personnel relatives aux volontaires de service civique (+25ans) ont été indiqués dans la rubrique "CDD non
 correspondraient à 20 ETP et 23,3 ETPT
 * stages d'une durée supérieure à deux mois, aux réservistes, aux agents mis à disposition contre
 des emplois de service civique (-25 ans) correspondent à des dépenses de fonctionnement qui n'apparaissent pas

TABLEAU 2 - Budget rectificatif N°1 -2015
Compte de résultat et tableau de financement agrégés

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	BI	BR1	BP+BR1	PRODUITS	BI	BR1	BP+BR1
Personnel	11 800 000		11 800 000	SCSP	22 003 307	18 115	22 021 422
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	<i>983 285</i>		<i>983 285</i>				
Fonctionnement autre que les charges de personnel	11 883 301	51 265	11 934 566	Autres subventions	1 511 595		1 511 595
Intervention (le cas échéant)				Autres produits	168 399		168 399
TOTAL DES CHARGES (1)	23 683 301	51 265	23 734 566	TOTAL DES PRODUITS (2)	23 683 301	18 115	23 701 416
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)				Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)		33 150	33 150
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	23 683 301	51 265	23 734 566	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	23 683 301	51 265	23 734 566

* il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	BI	BR1	BP+BR1
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	0,00	-33 150	-33 150
+ (C 68) dotations aux amortissements, dépréciations et	613 126	51 265	664 391
- ((C 78) reprises sur amortissements, dépréciations et			
+ (C 675) valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- (C 775) produits de cession d'éléments d'actifs			
- (C 777) quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	- 168 399		- 168 399
= CAF ou IAF*	444 727	18 115	462 842

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

Tableau de financement prévisionnel

EMPLOIS	BI	BR1	BP+BR1	RESSOURCES	BI	BR1	BP+BR1
Insuffisance d'autofinancement				Capacité d'autofinancement	444 727	18 115	462 842
Investissements	1 000 000	341 766	1 341 766	Financement de l'actif par l'État			
Remboursement des dettes financières				Financement de l'actif par des tiers autres que l'État			
				Autres ressources			
TOTAL DES EMPLOIS (5)	1 000 000	341 766	1 341 766	Augmentation des dettes financières			
Apport au fonds de roulement (7) = (6)-(-5)	-			TOTAL DES RESSOURCES (6)	444 727	18 115	462 842
				Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5)-(-6)	555 273	323 651	878 924

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	BI	BR1	BP+BR1
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 555 273	- 323 651	- 878 924
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT			
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*			
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	1 422 369	4 358 610	3 803 337
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-3 164 265	-2 489 010	-2 165 358
Niveau de la TRESORERIE	4 586 634	6 847 620	5 968 695

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

	janvier	fevrier	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	6 847 620	9 983 267	7 777 515	5 862 161	3 559 161	7 415 186	5 570 561	3 737 156	2 418 876	6 380 287	4 404 955	
Opérations												
service public	5 505 356				5 500 827				5 514 413			
	392 962	84 165			350 000		131 595	100 000	300 000	152 873		
Opérations												
achés												
s												
capital												
de tiers :												
compte de tiers : encaissements												
opérations gérées en comptes de tiers												
A. TOTAL	5 898 318	84 165	0	0	5 850 827	0	131 595	100 000	5 814 413	152 873	0	
Opérations globalisées												
	927 704	1 007 492	995 000	989 000	1 014 802	990 000	985 000	973 000	1 003 002	973 000	972 000	
	1 834 967	1 245 500	670 143	850 000	980 000	599 995	980 000	395 280	850 000	1 010 685	990 000	
		36 925	250 211	464 000		254 630		50 000		144 520		
Opérations fléchées												
s												
capital												
de tiers :												
compte de tiers : décaissements												
opérations gérées en comptes de tiers												
B. TOTAL	2 762 671	2 289 917	1 915 354	2 303 000	1 994 802	1 844 625	1 965 000	1 418 280	1 853 002	2 128 205	1 962 000	
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	3 135 647	-2 205 752	-1 915 354	-2 303 000	3 856 025	-1 844 625	-1 833 405	-1 318 280	3 961 411	-1 975 332	-1 962 000	
SOLDE CUMULE (1) + (2)	9 983 267	7 777 515	5 862 161	3 559 161	7 415 186	5 570 561	3 737 156	2 418 876	6 380 287	4 404 955	2 442 955	

Produits des activités annexes				X				
Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats				X				Rabais, remises et ristournes accordés sur ventes
Produits des activités annexes	7 392 349 €		7 392 349 €					Production stockée
Variation des stocks				X				Variation des stocks
Produit de la vente de matériel	1 502 000 €		1 502 000 €					
Produit de la vente de mobilier	588 730 €		588 730 €					
Produit de la vente de matériel	123 460 €		123 460 €					
Produit de la vente de matériel	104 839 €		104 839 €					
Produit de la vente de matériel	488 464 €		488 464 €					
Produit de la vente de matériel	78 180 €		78 180 €					
Produit de la vente de matériel	3 986 624 €		3 986 624 €					
Produit de la vente de matériel	520 052 €		520 052 €					
Produits des activités annexes	3 074 031 €		3 074 031 €					Production immobilisée
Produit de la vente de matériel								
Produit de la vente de matériel	35 300 €		35 300 €					Production immobilisée - immobilisations incorporelles
Produit de la vente de matériel	151 000 €		151 000 €					Production immobilisée - immobilisations corporelles
Produit de la vente de matériel	45 300 €		45 300 €					
Produit de la vente de matériel	555 412 €		555 412 €					
Produit de la vente de matériel	216 668 €		216 668 €					
Produit de la vente de matériel	2 070 351 €		2 070 351 €					
Produits des activités annexes	861 345 €		861 345 €					
Produit de la vente de matériel	727 356 €		727 356 €					
Produit de la vente de matériel	95 489 €		95 489 €					
Produit de la vente de matériel	37 000 €		37 000 €					
Produit de la vente de matériel	1 500 €		1 500 €					
Produits des activités annexes	10 977 155 €		10 977 155 €					Subvention d'exploitation
Produit de la vente de matériel	7 702 577 €		7 702 577 €	741	X			SCSP
Produit de la vente de matériel	322 380 €		322 380 €		X			Autres subventions d'exploitation - État
Produit de la vente de matériel	2 718 870 €		2 718 870 €	744	X			Subventions d'exploitation - Collectivités publiques et organismes internationaux
Produit de la vente de matériel	983 285 €		983 285 €	746	X			Dons et legs
Produit de la vente de matériel	233 328 €		233 328 €	748	X			Autres subventions d'exploitation
Produits des activités annexes	150 905 €		150 905 €	75				Autres produits de gestion courante
Produit de la vente de matériel	54 705 €		54 705 €	751	X			Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés...
Produit de la vente de matériel	7 200 €		7 200 €	752	X			Revenus des immeubles non affectés aux activités de l'établissement
Produit de la vente de matériel				755	X			Quote part de résultat sur opérations faites en commun
Produit de la vente de matériel				757	X			Produits spécifiques
Produit de la vente de matériel				758	X			Produits divers de gestion courante
Produit de la vente de matériel	89 000 €		89 000 €					
Produits des activités annexes	300 €		300 €	76				Produits financiers
Produit de la vente de matériel				761	X			Produits des participations
Produit de la vente de matériel				762	X			Produits des autres immobilisations financières
Produit de la vente de matériel				763	X			Revenus des autres créances
Produit de la vente de matériel	300 €		300 €	764	X			Revenus des valeurs mobilières de placement
Produit de la vente de matériel				765	X			Escomptes obtenus
Produit de la vente de matériel				766	X			Gains de change
Produit de la vente de matériel				767	X			Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement
Produit de la vente de matériel				768	X			Autres produits financiers
Produits des activités annexes	65 000 €		65 000 €	77				Produits exceptionnels
Produit de la vente de matériel	65 000 €		65 000 €	771	X			Produits exceptionnels sur opérations de gestion
Produit de la vente de matériel				772	X			Produits sur exercices antérieurs
Produit de la vente de matériel				775				Produits des cessions d'éléments d'actif
Produit de la vente de matériel				777				Quote des subventions virées au compte résultat
Produit de la vente de matériel				778	X			Autres produits exceptionnels
Produits des activités annexes	613 126 €		613 126 €	78				Reprises sur amortissements et provisions
Produit de la vente de matériel	613 126 €	51 265 €	664 391 €	781				Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions d'exploitation
Produit de la vente de matériel				786				Reprises sur dépréciations et provisions financières
Produit de la vente de matériel				787				Reprises sur dépréciations et provisions exceptionnelles
Produits des activités annexes	0 €		0 €	79				Transferts de charges
Produit de la vente de matériel				791	X			Transferts de charges d'exploitation
Produit de la vente de matériel				796	X			Transferts de charges financières
Produit de la vente de matériel				797	X			Transferts de charges exceptionnelles
Produits des activités annexes	23 683 301 €	51 265 €	23 734 566 €					Total des produits
Produit de la vente de matériel								Déficit de l'exercice
Produit de la vente de matériel	23 683 301 €	51 265 €	23 734 566 €					Totaux égaux en produits et en charges
Produit de la vente de matériel	23 070 175 €	51 265 €	23 070 175 €					Total des produits "intégrés à la CAF" (a)
Produits des activités annexes	462 842 €		462 842 €					Insuffisance d'autofinancement
Produit de la vente de matériel								Total des produits "intégrés à la CAF" (b)

TABLEAU 8
Tableau de financement détaillé

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau de financement détaillé

EMPLOIS	BI	BR1	BI+BR1	RESSOURCES	BI	BR1	BI+BR1
INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT				CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	444 727	18 115	462 842
C 20 : Immobilisations incorporelles				C 10 : Financement de l'actif par l'État (C 101,104)			
C 21 : Immobilisations corporelles	1 000 000	341 766	1 341 766	C 13 : Financement de l'actif par des tiers autres que l'État			
C 23 : Immobilisations en cours				Autres ressources (hors opérations d'ordre intégrées à la CAF) :			
C 26, 27: Participations et autres immobilisations financières				C 775 : Aliénations ou cessions d'immobilisations			
C 16, 17: Remboursement des dettes financières				C 16, 17: Augmentation des dettes financières			
TOTAL DES EMPLOIS (5)	1 000 000	341 766	1 341 766	TOTAL DES RESSOURCES (6)	444 727	18 115	462 842
APPORT AU FONDS DE ROULEMENT (7) = (6) - (5)				PRELEVEMENT SUR LE FONDS DE ROULEMENT (8) = (5) - (6)	555 273	323 651	878 924

TABLEAU I
Tableau des autorisations budgétaires en AE et CP, prévision de recettes et solde budgétaire

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévision de recettes et solde budgétaire

Dépenses BI+BR1			Recettes BI+BR1	
	Montants		Montants	
	AE	CP		
Personnel	11 800 000	11 800 000		Recettes globalisées
<i>dont charges de pensions civiles**</i>	<i>983 285</i>	<i>983 285</i>	22 021 422	Subvention pour charges de service public
				Autres financements de l'Etat
				Fiscalité affectée
Fonctionnement	15 173 864	11 270 175	1 511 595	Autres financements publics
				Ressources propres
Intervention				
				Recettes fléchées
				Financements de l'Etat fléchés
Investissement	1 341 766	1 341 766		Autres financements publics fléchés
				Mécénats fléchés
				Autres recettes fléchées
TOTAL DES DÉPENSES	28 315 630	24 411 941	23 533 017	TOTAL DES RECETTES
Solde budgétaire (excédent)			878 924	Solde budgétaire (déficit)

* Chaque enveloppe peut être détaillée en fonction des besoins des organismes

** Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

TABLEAU II
Tableau d'équilibre financier

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Équilibre financier

Besoins (utilisation des financements)		Financements (couverture des besoins)	
Solde budgétaire (déficit)	878 924	Solde budgétaire (excédent)	
Remboursements d'emprunts	(b1)	(b2) Nouveaux emprunts	
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	(c1)	(c2) Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)	
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	(e1)	(e2) Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e2)	878 924	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)	-
Variation de trésorerie		Variation de trésorerie	878 924
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée</i>		<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée</i>	
<i>dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée)</i>		<i>dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée)</i>	
TOTAL DES BESOINS	878 924	TOTAL DES FINANCEMENTS	878 924

} opérations budgétaires (tableau 1)
 } opérations non budgétaires (exclues du tableau 1)
 } opérations ayant un impact sur la trésorerie

La variation de trésorerie :
 - se détermine par différence entre (1) et (2),
 - se décompose en (a) et (d),
 - s'explique par D, (b), (c), (e).

= montant figurant au tableau III
 } décomposition de la variation de trésorerie
 = différence entre variation de trésorerie (I ou II) et (a)

TABLEAU IV
Tableau de passage
entre la comptabilité budgétaire et la comptabilité générale

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	SENS
Solde budgétaire	- 878 924
Opérations comptables non budgétaires	
Opérations d'inventaire : dotations de l'exercice	
Charges à payer (y c. les intérêts courus non échus)	-
Produits à recevoir (y c. les intérêts courus non échus)	+
Charges constatées d'avance	+
Produits constatés d'avance	-
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	-664 391
Opérations d'inventaire : reprises de l'exercice (idem ci-dessus, en sens inverse)	
Contre-passation des charges à payer N-1 (y c. les intérêts courus non échus)	+
Contre-passation des produits à recevoir N-1 (y c. les intérêts courus non échus)	-
Contre-passation des charges constatées d'avance N-1	-
Contre-passation des produits constatés d'avance N-1	+
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
Autres opérations comptables non budgétaires	
Variation des stocks d'approvisionnements et marchandises	-
Variation des stocks d'en-cours et de production et de produits	+
Production immobilisée	+
Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat	168 399
Valeur comptable des éléments d'actif cédés	-
Charges sur créances irrécouvrables	-
Opérations budgétaires et comptables bilancielles (i.e. sans impact au résultat patrimonial)	
Acquisitions d'immobilisations	1 341 766
Avances versées sur commandes et pénalités	+
Avances et acomptes versés sur rémunérations	+
Autres dépenses inscrites à des postes de bilan	+
Financement de l'actif par l'État	-
Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	-
Avances et acomptes reçus	-
Autres recettes inscrites à des postes de bilan	-
Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur	
Restes à recouvrer sur produits de l'exercice	+
Recouvrements sur titres des exercices antérieurs	-
Mandats (sur compte de charges) pris en charge sur l'exercice mais non soldés à la clôture	-
Paiement sur l'exercice de mandats pris en charge en N-1	+
Résultat patrimonial	-33 150

B) RESSOURCES MARINES PROTEGEES		Réunion de l'organe délibérant du 26/11/2014			
	classe de compte (n°)	exécution (N-1)	dernier BR (N)	BI (N+1)	
Biens physiques					
dont biens propres		1	1	1	
dont biens domaniaux		11	6	5	
dont prises à bail		11	10	14	
mises à disposition (ex. : collectivités territoriales)		1	8	12	
B)					
dont biens propres		599	599	599	
dont biens domaniaux		640	720	600	
dont prises à bail		2 203	2 214	2 600	
mises à disposition (ex. : collectivités territoriales)		339	454	650	
		12,5	11,6		
Fonctionnement à l'€ près					
bilier (*)	6125				
	6132	412 694	562 500	703 319	
ns immobiliers (*)	6152	49 746	90 000	10 000	
	63512	10 722	20 000	25 000	
	63513				
d'acquisition à l'€ près					
investissement à l'€ près					
nts					
immobilisations corporelles à l'€ près					
dont biens propres	7752				
dont biens domaniaux	7752				

s à la saisie dans le système d'informations des opérateurs de l'État (SI OPE)

A) Leviers d'action proposés pour répondre, le cas échéant, aux réserves formulées par France Domaine ou le Conseil de l'

Des opérations visant à la densification de sites qui font apparaître des écarts de ratios impo étudiées en fonction notamment des opportunités foncières locales. Les regroupements sero le respect des nécessités fonctionnelles.

B) Avancement des opérations prévues dans le SPSI

Le regroupement des implantations de Brest se poursuit, avec programmation de travaux du Bris.

C) Économies (réalisées ou programmées)

non encore chiffrables.